

COUR SUPÉRIEURE

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

N° : 500-11-055122-184

DATE : 12 novembre 2018

SOUS LA PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE CHANTAL CORRIVEAU, J.C.S.

**DANS LAFFAIRE DE LA LOI SUR LES ARRANGEMENTS AVEC LES CRÉANCIERS
DES COMPAGNIES, SRC 1985, C C.36, TELLE QU'AMENDÉE :**

LE GROUPE SMI INC./THE SMI GROUP INC. et als.

Débitrices

-et-

LE GROUPE S.M. INTERNATIONAL S.E.C et als.

Mises-en-cause

-et-

ALARIS ROYALTY CORP.

INTEGRATED PRIVATE DEBT FUND V LP.

Demanderesses

-et-

RESTRUCTURATION DELOTTE INC.

Contrôleur

-et-

LGBM INC.

Chef de la restructuration

-et-

**LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA (pour le ministre du Revenu national -
ARC -)**

Et

L'AGENCE DU REVENU QUÉBEC

Autorités fiscales

APPROVAL, VESTING, DISTRIBUTION AND PRIORITY CHARGES ORDER

[1] À la suite du prononcé d'une ordonnance initiale en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers*¹ (LACC) et son renouvellement, le Tribunal est maintenant saisi de diverses demandes en lien avec l'approbation d'une vente partielle des actifs d'une importante société d'ingénierie.

[2] La transaction envisagée² prévoit :

- Une vente d'actifs provenant de certaines entités faisant partie du Groupe SM à l'acquéreur Thornhill.
- La cession à l'acquéreur des travaux en cours, comptes à recevoir et contrats actuels et potentiels du Groupe SM et l'embauche ultérieure par l'acquéreur de tous les employés actuellement regroupés au sein de Personnel SM.
- La finalisation de la transaction, une fois que l'acquéreur aura été accrédité par l'AMF en vertu de la *Loi sur les contrats des organismes publics*³ et que les contrats en cours pourront lui être transférés ;

[3] Les demanderesses aux présentes qui détiennent des créances garanties de près de 38 millions de dollars ainsi que le contrôleur et le chef de la restructuration approuvent la transaction⁴.

[4] L'ordonnance initiale sera à nouveau prolongée afin que la mise en œuvre de la transaction proposée soit complétée

[5] Le plan de distribution résultant de l'acquisition par l'acquéreur ne prévoit aucun remboursement de créances ordinaires, dont la créance de 100 millions de dollars dus à la demanderesse Alaris.

[6] Aux fins de procéder à la transaction proposée, diverses ordonnances concernant les éléments suivants sont demandées;

¹ R.C.S. 1985 c.C-36 et ses amendements.

² La transaction est visée par les trois ordonnances présentées à la Cour et à l'offre d'achat. Le Asset Purchase Agreement produit sous scellé en pièce A-8A.

³ L.Q. c-C-65.1.

⁴ Selon la jurisprudence l'appui des créancières garanties et la recommandation du contrôleur d'une transaction proposée sont des éléments importants dont le Tribunal doit tenir compte dans son évaluation :Bloom Lake (Arrangement relatif a) QCCS 2015 120 par 28 et 60;White Birch Paper Holding Company (Arrangement relatif a) QCCS 7304,par 73 et 74.

- 6.1. L'approbation de la vente des actifs identifiés provenant de certaines sociétés du Groupe SM;
- 6.2. La dévolution des ces actifs à l'acquéreur purgés de toute charge pouvant les affecter
- 6.3. L'approbation du plan de distribution du prix d'acquisition payé comptant à certaines entités;
- 6.4. La mécanique annoncée d'une période transitoire durant laquelle un financement particulier est prévu et une continuation des activités de Groupe SM sous l'égide du contrôleur;
- 6.5. L'approbation de la création de nouvelles charges durant la période transitoire, soit jusqu'à l'obtention de l'accréditation de Thornhill par l'AMF et le transfert des contrats en cours à Thornhill;
- 6.6. La nomination d'un séquestre à la société Personnel SM, dont les actifs ne sont pas acquis par Thornhill mais dont tous les employés seront temporairement sous la responsabilité du séquestre durant la période transitoire. Par la suite Thornhill embauchera ces employés avec des conditions de travail similaires à celles actuellement en vigueur;
- 6.7. L'approbation d'un cadre établit visant à limiter la période durant laquelle toute poursuite instituée contre le CRO doit être entreprise, afin de pouvoir libérer les débitrices de la charge de 1.5 million de dollars consentie afin de pallier à cette éventualité;

[7] Au second jour de l'audition, le Tribunal a été informé que l'AMF autoriserait la demande d'accréditation de Thornhill dans les prochaines semaines. Le processus de transition pourrait ainsi être complété dans un délai d'environ quatre semaines plutôt que quelques mois.

[8] Revenu Québec et l'Agence de Revenu du Canada (« les autorités fiscales ») contestent la transaction au motif que sa structure les empêche de récolter leur créance d'environ 6 Millions de dollars au chapitre de DAS impayées entre mai et juillet 2018.

RETOUR EN ARRIÈRE

[9] Le 24 août 2018, le Tribunal est saisi de deux demandes concurrentes d'arrangement en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers* (« LACC »).

- Une demande est présentée par la direction de Groupe SM qui était alors en place;

- Une seconde demande est présentée par les créancières privilégiées, *demanderesses aux présentes*. Ces dernières contestent la demande des premiers estimant qu'elle est présentée en violation des ententes contractuelles convenues entre elles et Groupe SM.
- Comme trame de fonds, afin d'expliquer la déroute financière du Groupe SM, les procédures réfèrent à deux événements principaux :
 1. Une sentence arbitrale liée à un différend avec Air Algérie. Cette dernière ayant été condamnée à payer une somme de quelques millions de dollars alors que Groupe SM réclamait et croyait avoir gain de cause en recouvrant plusieurs centaines de millions de dollars.
 2. La Commission Charbonneau et les enquêtes de l'AMF ayant suivi pointant du doigt son fondateur Bernard Poulin et plusieurs hauts dirigeants de Groupe SM. Ces derniers devaient dès lors être entièrement écartés de la gestion de l'entreprise afin de permettre à Groupe SM de conserver son accréditation auprès de l'AMF pour continuer ses activités et soumissionner pour obtenir des contrats publics au Québec.

[10] L'on comprend l'importance de cette accréditation pour Groupe SM auprès de l'AMF qui, bien que certaines de ses entités exercent des activités à l'international, le succès du groupe dépend largement des contrats publics obtenus au Québec. .

[11] C'est ainsi que saisi de deux demandes rivales visant chacune à contrôler le processus de restructuration, le Tribunal choisit la proposition des créancières garanties et nomme Deloitte Restructuration à titre de contrôleur dont le principal représentant est M. Martin Franco. De plus le Tribunal nomme un chef de la restructuration, M. Paul Lafrenière, dont le mandat est de faciliter le processus de reconstruction, notamment en identifiant les actifs de valeur à être vendus séparément ou en bloc.

[12] D'ailleurs, le contrôleur M. Franco connaissait déjà les activités et le fonctionnement du Groupe SM, ayant été mandaté en janvier 2018 pour tenter de restructurer l'entreprise, hors d'un processus assujetti à la LACC, en trouvant des acheteurs potentiels.

[13] Au cours de cette période, entre janvier et août 2018, des propositions d'achat assorties de multiples conditions ont été formulées par 3 entités. L'une d'elle provenait de Thornhill l'acquéreur actuel.

[14] Malgré ces offres et vu le niveau élevé d'incertitude, le Tribunal a émis une ordonnance initiale et autorisé un processus d'appel d'offres afin de conclure rapidement une entente de vente d'actifs ou d'actions. De plus, l'une des créancières garanties IAM a avancé un financement intérimaire de 2 Millions de dollars.

[15] Puisque la proposition de Thornhill semblait suffisamment sérieuse, l'ordonnance prévoyait une période d'exclusivité lui donnant accès aux données confidentielles pour pouvoir formuler une offre sans condition.

[16] Les informations privilégiées du Groupe SM ont été rendue accessible à Thornhill via un « Data room ». Ainsi si les discussions avec Thornhill ne portaient pas rapidement fruits, le « Data room » était prêt et devenait aussitôt accessible au processus d'appel d'offre.

[17] C'est ainsi que vers le 9 octobre 2018, Thornhill a formulé une proposition d'achat de certains actifs et a levé toutes ses conditions vers le 22 octobre 2018.

L'OFFRE D'ACHAT ET LES ORDONNANCES RECHERCHÉES

[18] L'offre d'achat⁵ de Thornhill prévoit :

1. Le paiement d'une somme d'argent comptant, les détails sont versés au dossier sous scellé
2. La responsabilité de 28 Millions de dollars de dettes dues aux créancières garanties
3. La responsabilité des obligations résultant de la cession des contrats.

[19] Pour donner suite à l'offre d'achat les demandes d'ordonnances prévoient la création d'une série de nouvelles priorités, efface les anciennes garanties sur les actifs acquis et prévoit le financement de la période de transition par une injection d'un montant additionnel de plus de 2 Millions de dollars.

[20] Ainsi il est fait état de dépôt en fidéicommis de divers montants afin de pallier à certaines éventualités.

[21] Une partie de ces sommes est liée aux sommes réclamées par des professionnels qui soutiennent que leurs honoraires sont garantis en vertu de l'ordonnance initiale. Un débat aura lieu ultérieurement sur cette question.

[22] D'autres sommes identifiées concernent des montants versés sous écrou jusqu'à la finalisation de l'acquisition par Thornhill soit environ 3,2 millions de dollars. Enfin une somme de 750 000 dollars est également mise de côté en cas d'imprévu. Certaines sommes seront remis au créancier garanti qui a déboursé le financement intérimaire et des dettes dues aux autorités fiscales, soit environ 31 000\$ seront payés. Un montant est déboursé à La Banque Royale en lien avec une créancière prioritaire.

⁵ La pièce A-8A est produite sous scellé.

[23] Enfin un important montant découlant du paiement d'argent comptant sera conservé en fidéicommis en attendant la finalisation de l'ensemble de la transaction.

[24] Une des ordonnances présentée demande la nomination d'un séquestre à la société SM Personnel. Cette dernière emploie actuellement les quelques 670 employés de Groupe SM. Il y'en avait environ 700 au début des procédures et une trentaine ont été récemment mis à pied.

[25] Depuis sa création en 1981, Personnel SM emploie tout le personnel dont les services sont mis à la disposition des différentes filiales de Groupe SM. Il s'agit des ingénieurs, techniciens et tout le personnel administratif.

[26] Les contrats sont octroyés aux différentes filiales de Groupe SM. Une filiale qui obtient un contrat soustraite avec Groupe SM LP qui elle soustraite avec Personnel SM afin que cette dernière lui procure les employés affectés à l'exécution du contrat.

[27] Les employés dont le travail est requis remplissent une feuille de temps qui précise le contrat pour lequel le travail est exigé. Personnel SM procède à une écriture comptable dans ses registres. Par la suite Personnel SM facture les travaux de ses employés à Groupe SM LP qui elle facture la cliente et la filiale impliquée. C'est Groupe SM LP qui rembourse Personnel SM pour les salaires, avantages sociaux et les déductions à la source exigibles. Ainsi, c'est Personnel SM qui paye aux autorités fiscales les DAS qui leur sont dues.

[28] Personnel SM détient des contrats avec les employés ainsi qu'avec les différentes filiales de Groupe SM. Par contre, Personnel SM n'a pour ainsi dire aucun actif.

[29] Personnel SM doit environ six millions de dollars aux autorités fiscales (Revenu Québec et Agence de Revenu du Canada).

[30] Selon la Transaction proposée, Thornhill n'acquière pas les actifs de Personnel SM, ni les actions.

[31] Les créancières garanties, l'acquéreur et le contrôleur, demandent la nomination d'un séquestre aux actifs de Personnel SM. Le séquestre proposé est M.Franco, contrôleur, et qui assurera la durant la période transitoire la gestion des employés.

[32] Au terme de la période transitoire les employés de Personnel SM restants, seront réembauchés par Thornhill en vertu de nouveaux contrats de travail. Il est probable que Personnel SM sera mise en faillite.

[33] Soulignons qu'en ce qui concerne les autres sociétés membres de Groupe SM, le contrôleur pourra les mettre en faillite ou faire des propositions concordataires.

LES OBJECTIONS DES AUTORITÉS FISCALES

• Modification de l'offre d'achat

[34] Les autorités fiscales s'opposant à la transaction estimant que celle-ci a pour effet de les empêcher de recouvrer leur 6 Millions de dollars.

[35] Elles demandent au Tribunal de modifier les termes de l'entente et prévoir que la dette soit payée en faisant intervenir Personnel SM dans la transaction contestant la nomination de séquestre.

[36] La demande des autorités fiscales, telle que formulée, est une demande des réécrire les termes de la convention convenue entre les parties.

[37] Le Tribunal peut accepter ou rejeter les demandes d'approbation des ententes. Le Tribunal ne peut toutefois pas ajouter des conditions aux contrats négociés et présentés pour aprobation⁶. Le Tribunal peut toujours inciter les parties à renégocier et alors prendre actes des modifications convenues En l'espèce il n'y a pas de possibilité d'entente selon le souhait des autorités fiscales.

[38] Ce que les autorités fiscales demandent maintenant au Tribunal c'est de forcer les créancières garanties à avancer une somme supplémentaire de 6 millions au-delà des importantes pertes déjà encourues.

[39] Lorsque le Tribunal évalue une demande d'approbation de transactions il faut prendre en compte l'ensemble de la transaction et non pas le point vu unique d'un créancier fut-il bénéficiaire d'une fiducie présumée comme le soutiennent les autorités fiscales.

[40] Le Tribunal ne peut modifier les termes de l'entente proposée, et rejette cette demande des autorités fiscales. Personnel SM n'est pas partie à l'offre formulée par Thornhill en ce qui a trait aux actifs acquis et le Tribunal n'a pas le pouvoir de forcer l'ajout de cette partie.

• Modification du plan de distribution

[41] Alternativement, les autorités fiscales demandent au Tribunal de modifier le plan de distribution pour qu'elles puissent récupérer leur dû au terme des DAS exigibles.

[42] Cette demande prend appui sur la théorie de l'alter ego ce qui peut entraîner le soulèvement du voile corporatif. Ainsi, les autorités fiscales soutiennent que le Tribunal doit conclure que Personnel SM est l'alter Ego de Groupe SM LP et que cette dernière

⁶ AbitibiBowater inc (Arrangement relatif a) 2009 QCCS 5340; White Birch Paper Holding Company (Arrangement relatif a) 2011 QCCS 7304,par 69; AbitibiBowater Inc (Arrangement relatif a) QCCS 2010 1742,par 70 et 71; AbitibiBowater Inc. (Arrangement relatif a)2010 QCCS 4218 par 110.

devrait assumer les obligations de paiement des DAS réclamées en lieu et place de Personnel SM.

[43] Il est vrai, tel que le plaide les autorités fiscales que les employés de Groupe SM sont leur plus grand actif. Sans les employés, les contrats ne peuvent être continués et aucune nouvelle soumission ne peut être formulée.

[44] Au-delà de cette évidence, pour donner effet à l'argument des autorités fiscales le Tribunal devrait conclure que c'est de mauvaise foi et avec l'intention de frauder que la structure corporative a ainsi été élaborée. Or selon la preuve, il n'y a eu aucun changement dans la structure afin de permettre à Personnel SM d'éviter d'honorer ses obligations envers les autorités.

[45] Par ailleurs ce que contestent les autorités fiscales n'est pas une fraude ou un abus issu de changement frauduleux de la structure mais plutôt les conséquences négatives pour les autorités fiscales résultant de la mise en œuvre du plan de distribution quant à leur chance de recouvrer leur créance.

[46] Bien sûr que si on observe l'effet de la transaction strictement du point de vue des autorités fiscales, on comprend aisément qu'elles craignent de ne pas pouvoir recouvrer la somme des 6 millions de dollars due à titre de déductions à source non versées en temps opportun.

[47] Il convient toutefois de rappeler la séquence des événements .Les déductions à la source qui n'ont pas été versées par Personnel SM relèvent de la période précédant l'ordonnance initiale. Ces montants étaient dus entre les mois de mai et le mois de juin avant l'émission de l'ordonnance initiale le 24 août 2018 alors que la compagnie était gérée par l'ancienne administration.

[48] Ici encore, le Tribunal est d'avis que le plan de distribution ne peut être modulé en prenant appui sur la théorie de l'alter ego ni en vertu du concept de l'effet consolidé des obligations afférentes à certains joueurs clefs du Groupe SM.

[49] Selon la preuve, malgré l'interrelation importante entre Groupe SM LP et Personnel SM, les obligations afférentes aux DAS ont de tout temps été souscrites et payées par Personnel SM aux autorités fiscales. Mêmes si elles ont été remboursées à Personnel SM par Groupe SM LP, cette méthode découle du *modus operandi* mis en place selon lequel la facturation aux clients et filiales a toujours impliqué Groupe SM LP en cours d'opération.

[50] La transaction envisagée qui n'implique pas Personnel SM ni une obligation pour Groupe SM LP de payer les dettes fiscales de Personnel SM n'est pas frauduleuse et révisable.

[51] Le Tribunal rejette l'objection telle que formulée par les autorités fiscales et procède maintenant à évaluer la transaction pour déterminer si elle est juste et équitable envers l'ensemble des parties qui en seront affectés.

ÉVALUATION DE LA TRANSACTION PROPOSÉE

[52] Au premier plan, il va sans dire que le Tribunal souhaite, tout comme les parties à la transaction ainsi que les autorités fiscales, assurer la survie des emplois détenus par quelques 670 employés actuels œuvrant pour l'ensemble des filiales de Groupe SM.

[53] La survie des activités fera en sorte que les importants contrats de construction pourront perdurer et bien sûr les employés préserveront leurs emplois et pourront continuer de contribuer à l'économie de la province.

[54] Le Tribunal est très sensible au fait que chaque journée qui passe pourrait entraîner la déconfiture de cette importante compagnie et entraîner la perte de l'ensemble de ces emplois actuels. D'ailleurs selon la preuve, sans l'approbation de la transaction par le Tribunal, le salaire des 670 employés ne pourra pas être versé jeudi prochain vu l'absence de liquidités sans la mise en œuvre de la transaction sous étude.

[55] Le Tribunal est d'avis que les conditions prévues à l'article 36 (3) de la LACC sont rencontrées. Et ce, même si la mécanique prévue n'est pas une restructuration a proprement parlé mais plutôt une disposition d'actifs hors du cour ordinaire des affaires des sociétés visées par la transaction.

[56] Par ailleurs le Tribunal reconnaît qu'il est possible d'approuver des paiements notamment aux créancières garanties, en cours de procédure et non pas uniquement au terme du plan d'arrangement⁷.

[57] La demande de nomination d'un séquestre pour Personnel SM découle de la transaction envisagée. Cela a été mentionné, Personnel SM n'a aucun actif .L'acquéreur ne veut pas acquérir cette société.

[58] La nomination d'un séquestre présente toutefois un intérêt pour les employés qui ont été ou seront remerciés car ils pourront avoir accès au programme d'indemnisation et garantie de salaire et avantages sociaux du gouvernement fédéral jusqu'à visant une période maximale de six mois.

[59] Selon la *Loi sur le programme de protection des salariés*⁸, un employé pourra être indemnisé par le programme si son employeur est en faillite ou fait l'objet d'une mise sous séquestre. Ainsi la mise sous séquestre de Personnel SM a pour effet de rendre les employés éligibles au programme d'indemnisation. Par ailleurs la nomination

⁷ Nortel Networks Corporation (Re) 2014 ONSC 681, par 23 .

⁸ LC 2005,c.47, art 2 (3) et 4.

du contrôleur à titre de séquestre permettra l'organisation ordonnée du travail pour les employés dont les services continueront d'être requis durant la période transitoire.⁹

SUSPENSION PROLONGÉE

[60] Ainsi pour permettre à la mise en œuvre de la transaction proposée dans son ensemble, il y a lieu de prolonger à nouveau l'ordonnance initiale mais cette fois jusqu'au 19 décembre 2018, espérant qu'à cette date le processus entrepris sous la LACC aura été complété. Ainsi, le Tribunal ne donne pas suite à la demande des autorités fiscales de lever la suspension immédiatement en ce qui concerne leurs créances.

[61] La levée immédiate de la suspension empêcherait la mise en œuvre de la transaction et causerait la déconfiture de l'ensemble des débitrices.

CHARGE DU CRO

[62] Le Tribunal se penche maintenant sur la demande de limiter la période durant laquelle le CRO pourrait être poursuivi en lien avec son rôle dans le présent dossier qui prend fin avec l'approbation de la transaction. Le chef de la restructuration a été nommé par l'ordonnance initiale. Son rôle est maintenant accompli vu la transaction présentée. Une charge a été ordonnée grevant les biens des débitrices d'un montant de 1 500 000\$ afin de pouvoir répondre à toute poursuite découlant des gestes commis par la CRO durant son mandat.

[63] La demande de limiter les réclamations est nouvelle et s'apparente à une demande de libération des administrateurs au terme d'une restructuration. Le fait d'imposer un terme permettra de libérer les actifs des débitrices de la charge. Il n'y a actuellement rien qui laisse présager de tels recours. Le caractère public du jugement rendu ce jour prononçant les ordonnances et limitant la période de temps fera en sorte que le cas échéant, toute personne souhaitant poursuivre le CRO, devra le faire rapidement.

[64] Le mandat du CRO prend fin et certain de ses pouvoirs sont dès lors dévolus au Contrôleur afin de compléter la restructuration.

SCELLÉ

[65] Un mot enfin pour expliquer que plusieurs documents ont été produits sous scellé avec la permission du Tribunal. Cela s'explique car l'ordonnance initiale sera à nouveau prolongée et que la transaction implique différentes étapes qui seront accomplies dans les prochaines semaines. Il convient donc de garder ces informations

⁹ Skyservice Airlines Inc.,(Re) 2011 ONSC 703,par 81 a 83.

privilégiées en attendant la conclusion de la mise en œuvre de la transaction qui est prévue pour être bientôt finalisée¹⁰.

APPEL

[66] Pour conclure, le Tribunal doit expliquer les raisons pour lesquelles les ordonnances sont prononcées nonobstant appel. La situation des sociétés membre du Groupe SM est si précaire que selon les états financiers produit , également sous scellés, en l'absence d'une transaction complétée au plus tard d'ici deux jours , la sociétés n'aura plus les ressources monétaires suffisantes pour rencontrer ses obligations dont la paye des employés qui est due dans trois jours. Puisque le Tribunal approuve les transactions, il y a lieu qu'elles soient mises en œuvre très rapidement, autrement c'est l'avenir des contrats en cours et des emplois qui est en jeu.

POUR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL :

- [67] **REJETTE** l'objection formulée par l'Agence du Revenu du Canada et par Revenu Québec;
- [68] **GRANTS** the Application;

SERVICE

- [69] **ORDERS** that any prior delay for the presentation of the Application is hereby abridged and validated so that the Application is properly returnable today and hereby dispenses with further service thereof.
- [70] **PERMITS** service of this Order at any time and place and by any means whatsoever.

SALE APPROVAL

- [71] **ORDERS** and **DECLARES** that the Transaction is hereby approved, and the execution of the Purchase Agreements by the parties thereto is hereby authorized and approved, with such non-material alterations, changes, amendments, deletions or additions thereto as may be agreed to but only with the consent of the Monitor.
- [72] **ORDERS** that the Transition Services Agreement may be implemented by the parties thereto in accordance with its terms and that such implementation shall not constitute a violation of any applicable federal or provincial law or regulation.

¹⁰ Sierra Club du Canada (Ministère des Finances) 2002 CSC 41,par 53 .

EXECUTION OF DOCUMENTATION

- [73] **AUTHORIZES** the Chief Restructuring Officer (the "CRO") and/or the Monitor, on behalf of the Vendors, and the Purchasers and the to perform all acts, sign all documents and take any necessary action to execute any agreement, contract, deed, provision, transaction or undertaking stipulated in the Purchase Agreements and any other ancillary document which could be required or useful to give full and complete effect thereto.

AUTHORIZATION

- [74] **ORDERS** and **DECLARES** that this Order shall constitute the only authorization required by the Vendors, the Purchasers or any other parties to any of the Purchase Agreements to proceed with the Transaction and that no shareholder or regulatory approval, if applicable, shall be required in connection therewith.

VESTING OF PURCHASED ASSETS

- [75] **ORDERS** and **DECLARES** that upon the issuance of a Monitor's certificate substantially in the form appended as **Schedule B** hereto (the "**Preliminary Closing Certificate**"), all rights, title and interest in and to the Business Contracts Proceeds (as defined in the APA) shall vest absolutely and exclusively in and with the Purchasers free and clear of and from any and all claims, liabilities (direct, indirect, absolute or contingent), obligations, interests, prior claims, security interests (whether contractual, statutory or otherwise), liens, charges, hypothecs, mortgages, pledges, deemed trusts, assignments, judgments, executions, writs of seizure or execution, notices of sale, options, adverse claims, levies, rights of first refusal or other pre-emptive rights in favour of third parties, restrictions on transfer of title, or other claims or encumbrances, whether or not they have attached or been perfected, registered, published or filed and whether secured, unsecured or otherwise (collectively, "**Encumbrances**"), including without limiting the generality of the foregoing all charges, security interests or charges evidenced by registration, publication or filing pursuant to the *Civil Code of Québec*, the *Ontario Personal Property Security Act*, the *Alberta Personal Property Security Act* or any other applicable legislation providing for a security interest in personal or movable property, excluding however, the Post-Closing Charges (as defined in paragraph [93] of this Order) and the permitted encumbrances and restrictive covenants listed on **Schedule C** hereto (collectively, the "**Intact Hypothec**").

- [76] **ORDERS** that, notwithstanding the foregoing, upon the filing of the Preliminary Closing Certificate, all of the Encumbrances including without limiting the generality of the foregoing all charges, security interests or charges evidenced by registration, publication or filing pursuant to the *Civil Code of Québec*, the *Ontario*

Personal Property Security Act, the Alberta *Personal Property Security Act* or any other applicable legislation providing for a security interest in personal or movable property, affecting or relating to the Purchased Assets, other than the Post-Closing Charges and the Intact Hypothec, be expunged and discharged as against the Purchased Assets, in each case effective as of the applicable time and date of the Preliminary Closing Certificate.

- [77] **ORDERS** and **DECLARES** that upon the issuance of a Monitor's certificate substantially in the form appended as **Schedule D** hereto (the "**Final Closing Certificate**"), all rights, title and interest in and to the Purchased Assets shall vest absolutely and exclusively in and with the Purchasers free and clear of and from any and all Encumbrances, including without limiting the generality of the foregoing all charges, security interests or charges evidenced by registration, publication or filing pursuant to the *Civil Code of Québec*, the Ontario *Personal Property Security Act*, the Alberta *Personal Property Security Act* or any other applicable legislation providing for a security interest in personal or movable property, excluding however, the Post-Closing Charges and the Intact Hypothec, and, for greater certainty, **ORDERS** that as of the filing of the Final Closing Certificate, all of the Encumbrances affecting or relating to the Purchased Assets, other than the Post-Closing Charges and the Intact Hypothec, be expunged and discharged as against the Purchased Assets, in each case effective as of the applicable time and date of the Final Closing Certificate.
- [78] **ORDERS** that, for greater certainty, upon the filing of the Preliminary Closing Certificate, the Administration Charge (as defined in paragraph 56 of the Initial Order), shall continue to charge all of the Property (as defined in paragraph 18 of the Initial Order) other than the Purchased Assets.
- [79] **ORDERS** and **DIRECTS** the Monitor to file with the Court a copy of the Preliminary Closing Certificate and the Final Closing Certificate, forthwith after issuance thereof.

CANCELLATION OF SECURITY REGISTRATIONS

- [80] **ORDERS** that upon the filing of the Preliminary Closing Certificate, the Purchasers shall be authorized to take all steps as may be necessary to effect the discharge any Encumbrances affecting the Purchased Assets, other than the Post-Closing Charges and the Intact Hypothec.
- [81] **ORDERS** that upon the filing of the Preliminary Closing Certificate, the Quebec Personal and Movable Real Rights Registrar, upon presentation of the required form with a true copy of this Order and the Preliminary Closing Certificate, shall reduce the scope of the registrations numbers identified in **Schedule E** to this Order in connection with the Purchased Asset in order to allow the transfer to the

Purchasers of the Purchased Assets free and clear of such registrations, the whole in accordance with the terms of this Order.

- [82] **ORDERS** that upon the issuance of the Preliminary Closing Certificate, each Vendor shall be authorized to take all such steps as may be necessary to effect the discharge of all Encumbrances, other than the Post-Closing Charges and the Intact Hypothec, registered against the Purchased Assets attributable to such Vendor, including filing such financing change statements in the Ontario Personal Property Registry ("OPPR") as may be necessary, from any registration filed against such Vendor in the OPPR, provided that such Vendor shall not be authorized to effect any discharge that would have the effect of releasing any collateral other than those Purchased Assets, and such Vendor shall be authorized to take any further steps by way of further application to this Court.
- [83] **ORDERS** that upon the issuance of the Preliminary Closing Certificate, each Vendor shall be authorized to take all such steps as may be necessary to effect the discharge of all Encumbrances other than the Post-Closing Charges and the Intact Hypothec, registered against the Purchased Assets attributable to such Vendor, including filing such financing change statements in the Alberta Personal Property Registry ("APPR") as may be necessary, from any registration filed against such Vendor in the APPR, provided that such Vendor shall not be authorized to effect any discharge that would have the effect of releasing any collateral other than those Purchased Assets, and such Vendor shall be authorized to take any further steps by way of further application to this Court.

DISTRIBUTION OF CASH PROCEEDS

- [84] **ORDERS** that all capitalized terms used in paragraphs [86] and [87] hereof but not otherwise defined in this Order shall have the meanings ascribed to them in the Initial Order.
- [85] **ORDERS** that the Cash Purchase Price (as defined in the APA) derived from the sale of the Purchased Assets (the "**Cash Proceeds**") shall be remitted to the Monitor and shall stand in the place and stead of the Purchased Assets, and that upon payment of the Cash Purchase Price by the Purchasers, all Encumbrances shall attach to the Cash Proceeds with the same priority as they had with respect to the Purchased Assets immediately prior to the sale, as if the Purchased Assets had not been sold and remained in the possession or control of the person having that possession or control immediately prior to the sale.
- [86] **ORDERS** that the Monitor shall segregate from the Cash Proceeds the following amounts:
 - (a) \$1,500,000 to cover any potential claims secured by the CRO Indemnity Charge (the "**CRO Reserve**"), which claims shall be determined pursuant

to the process (the “**CRO Claims Process**”), provided for in the CRO Claims Process Order dated November 12, 2018 (the “**CRO Order**”) and dealt with pursuant to this Order;

- (b) \$2,158,000 to be made available by the Applicants to the Purchasers in order to finance certain obligations of the Vendors during the Transition Period (the “**Transition Financing**”);
- (c) \$250,000 to be remitted to the Monitor to cover the alleged claims of Blake Cassels & Graydon LLP (“**Blakes**”) and Robinson Sheppard Shapiro S.E.N.C.R.L. (“**RSS**”) pursuant to their Notices of Objection dated, respectively, November 4 and 6, 2018 (each, a “**Fee Claim**” and collectively, the “**Fee Claims**”) and to be held in trust by the Monitor until such Fee Claims are determined by the Court or otherwise resolved to the satisfaction of the parties (the “**Fee Claim Fund**”);
- (d) \$750,000 to be remitted to the Monitor to fund unforeseen and contemplated litigation involving the Debtors (the “**General Litigation Fund**” and together with the Fee Claim Fund, the “**Litigation Fund**”);
- (a) \$3,194,275.79 to be remitted to the purchasers’ counsel, Fasken Martineau Dumoulin SENCRL, s.r.l, in trust to be dealt with in accordance with an escrow agreement to be entered into between the applicants, the monitor and the purchasers (the “**Escrow funds**”).

[87] **ORDERS** that the Cash Proceeds less the CRO Reserve, the Transition Financing, the Litigation Fund and the Escrow Funds (the “**Available Proceeds**”) shall be distributed by the Monitor as follows:

- (a) First, an amount equal to any amounts outstanding under the Interim Facility as of the date of this Order, namely an amount not to exceed \$2,100,000 (the “**Interim Lender Debt**”) shall be paid to the Interim Lender;
- (b) Second, after the payment of the Interim Lender Debt, an amount sufficient to satisfy any statutory deemed trust claims preserved by section 37 (2) CCAA in respect of Enerpro LP and The S.M. Group International (S.A.) Inc., being approximately \$31,246.21 (the “**Vendors’ Deemed Trust Debt**”) shall be paid to the appropriate federal and provincial taxation authorities;
- (c) Third, after payment of the Vendors Deemed Trust Debt and the Interim Lender Debt the following amounts shall be paid to the holders of conventional or legal security over the Purchased Assets ranking in priority to the security of the Applicants (collectively, the “**Prior Ranking Secured Debt**”), namely:

- (i) \$16,478 to the Royal Bank of Canada;
- [88] **ORDERS** that upon the filing of the Monitor's certificate substantially in the form of that appended as Schedule D to the CRO Order (the "CRO Certificate"), certifying that the CRO Claims Process has been completed any claims against the CRO dealt with in accordance therewith, the CRO Reserve, less any amounts necessary to satisfy any claims proven against the CRO, shall be distributed to Alaris.
- [89] **ORDERS** that, for greater certainty, the Fee Claim Fund shall not form part of the Property and shall be used to satisfy the proven Fee Claims of Blakes and/or RSS, if any, as determined by the Court or as otherwise resolved to the satisfaction of the Monitor, the Applicants and holder of the applicable Fee Claim.
- [90] **ORDERS** that upon the filing of the Final Closing Certificate, the Escrow Funds and any amounts remaining in the Litigation Fund shall be distributed to Alaris.

OBLIGATIONS OF THE PURCHASERS AND POST-CLOSING CHARGES

- [91] **ORDERS** that upon the filing of the Preliminary Closing Certificate, the Purchasers shall be solidarily liable to repay to:
- (a) Fonds de financement d'entreprises Fiera FP, S.e.c. (or any affiliate thereof) ("Fiera"), any advances made under the Fiera financing (as defined in the APA) in accordance with its stipulated terms and conditions (the "Fiera obligations");
- (b) The Applicants:
- (i) the sums advanced under the Transition Financing, the whole in accordance with the Transition Financing Agreement (the "Transition Financing Obligations");
- (ii) the Assumed Debts (as defined in the APA) in accordance with the Assumption Agreement and any accessory agreements thereto (the "Assumed Debts Obligations");
- [92] **DECLARES** that upon the filing of the Preliminary Closing Certificate, all of the Purchased Assets and the present and future assets, rights, undertakings and properties of every nature and kind whatsoever, and wherever situated of the Purchasers, including all proceeds thereof (the "Charged Property") shall be subject to:
- (a) a charge, hypothec and security for an aggregate amount of \$12,000,000 in favour of Fiera as security for all of the Fiera obligations (the "Fiera charge");

- (b) a charge, hypothec and security for an aggregate amount of \$2,200,000 in favour of the applicants as security for all of the Transition Financing Obligations ("Transition Financing Charge");
 - (c) a charge, hypothec and security for an aggregate amount of \$30,000,000 in favour of the applicants as security for all of the assumed debts (the "assumed debts charge");
- [93] **DECLARES** that the priorities of the Fiera Financing Charge, the Transition Financing Charge and the Assumed Debts Charge (collectively, the "**Post-Closing Charges**") as between them with respect to the Charged Property and as between them and the Intact Hypothec shall be as follows:
- (a) first, the Fiera Financing Charge;
 - (b) second, the Transition Financing Charge;
 - (c) third, the Assumed Debts Charge; and
 - (d) fourth, the Intact Hypothec.
- [94] **DECLARES** that each of the Post-Closing Charges shall rank in priority to any and all Encumbrances affecting the Charged Property whether or not charged by such Encumbrances.
- [95] **ORDERS** that, except as otherwise expressly provided for herein the Purchasers shall not grant any Encumbrances in or against any of the Charged Property that rank in priority to, or *pari passu* with, any of the Post-Closing Charges unless the Purchasers, as applicable, obtain the prior written consent of the Monitor, the Applicants and Fiera, and the prior approval of the Court.
- [96] **DECLARES** that each of the Post-Closing Charges shall, as of the filing of the Preliminary Closing Certificate, attach to all present and future of the Charged Property, notwithstanding any requirement for the consent of any party to any such charge or to comply with any condition precedent.
- [97] **DECLARES** that the Post-Closing Charges shall be valid and enforceable as against the Charged Property, as applicable, and against any individual, natural person, firm, corporation, partnership, limited liability company, trust, joint venture, association, organization, governmental body or agency, or any other entity (all of the foregoing, collectively being "**Persons**" and each being a "**Person**"), including, without limitation, any trustee in bankruptcy, receiver, receiver and manager or interim receiver of the Purchasers.
- [98] **ORDERS** that the beneficiaries of the Post-Closing Charges may, notwithstanding any other provision of this Order, take such steps from time to

time as it may deem necessary or appropriate to register, record or perfect their respective interests in the Charged Property in all jurisdictions where it deems it is appropriate; and

- [99] **ORDERS** that, subject to further order of this Court, no order shall be made varying, rescinding, or otherwise affecting paragraphs [91] to [99] hereof unless either (a) notice of an application for such order is served on all of the beneficiaries of the Post-Closing Charges by the moving party within seven (7) days after that party was served with this Order or (b) any of the beneficiaries of the Post-Closing Charges applies for or consents to such order.

VALIDITY OF THE TRANSACTION

- [100] **ORDERS** that notwithstanding:

- (a) the pendency of these proceedings;
- (b) any petition for a receiving order now or hereafter issued pursuant to the *bankruptcy and insolvency act* ("BIA") and any order issued pursuant to any such petition; or
- (c) the provisions of any federal or provincial legislation;

the vesting of the Purchased Assets and the distribution of the Cash Proceeds contemplated in this Order, as well as the execution of the Purchase Agreements pursuant to this Order, are to be binding on any trustee in bankruptcy that may be appointed, and shall not be void or voidable nor deemed to be a preference, assignment, fraudulent conveyance, transfer at undervalue or other reviewable transaction under the BIA or any other applicable federal or provincial legislation, as against the Vendors or the Purchasers.

RELEASE AND DISCHARGE OF THE CRO

- [101] **ORDERS** that upon the filing of the Preliminary Closing Certificate, the engagement of the CRO, under the CRO Agreement (as defined in the Initial Order) and the Initial Order, shall be terminated and the CRO shall be released and discharged from performing any further duties under the CRO Agreement or the Initial Order.

- [102] **ORDERS** that subject to the terms of this Order and the CRO Order, all of the CRO's actions and conduct in the fulfillment of his duties under the CRO Agreement and the Initial Order or in respect of the CCAA Proceedings or of any matter whatsoever pertaining to the Debtors, their business or their property (the "**CRO Conduct**") is hereby approved and **DECLARES** that the CRO has performed and satisfied all of its obligations in respect of all of the foregoing;

- [103] **ORDERS** that upon the filing of the Preliminary Closing Certificate and subject to the terms of this Order and the CRO Order, the CRO, its officers, directors, employees, or agents, including Paul Lafrenière, (the “**CRO Parties**”) are released and discharged from any and all liability or obligations as a result of the CRO Conduct, save and except for any liability or obligations incurred as a result of gross negligence or wilful misconduct on the part of the CRO Parties.
- [104] **ORDERS** that no action or any other proceedings whatsoever shall be commenced against the CRO Parties in any way arising out of the CRO Conduct, except with prior leave of this Court on at least seven (7) days' prior written notice to the CRO and the Monitor and then only with prior leave of this Court and on such terms and subject to such conditions as may be ordered by this Court.
- [105] **ORDERS** that, notwithstanding the termination of the CRO's engagement pursuant to this Order, all of the protections and indemnities existing in the CRO's favour under the CRO Agreement and the Initial Order shall be and remain in full force and effect.
- [106] **ORDERS** that upon the filing of the CRO Certificate, the Initial Order shall be deemed amended to strike paragraphs 64.1 to 64.3 thereof.

EXTENSION OF THE STAY AND OF THE MONITOR'S POWERS

- [107] **ORDERS** that the Stay Period (as defined in the Initial Order) and the application of the Initial Order is extended until December 19, 2018.
- [108] **ORDERS** that upon filing of the Preliminary Closing Certificate, the Monitor shall, in addition to all other powers and duties provided for in the Initial Order, be authorized to exercise any of the powers granted to the CRO under paragraph 57;
- [109] **ORDERS** that upon the filing of the Preliminary Closing Certificate, the Initial Order shall be amended as follows:
 - (a) Paragraph 55.1 shall be added and read:

ORDERS that the debtors shall pay the reasonable fees and disbursements of Deloitte Restructuring inc. in its capacity as receiver to the property of Personnel SM (the “**Receiver**”) and of its legal counsel.

Paragraph 56 shall be amended to read:

DECLARIES that the Monitor, the Receiver, the legal counsel of the Monitor and of the receiver (Stikeman Elliott LLP), the legal counsel for the Applicants (McCarthy Tétrault LLP and Miller Thomson LLP), Debtors' legal counsel (Blake, Cassels & Graydon LLP and Robinson Sheppard

Shapiro, L.L.P.), the CRO, as security for the professional fees and disbursements incurred both before and after the making of this Order and directly related to these proceedings, the Plan and the Restructuring, be entitled to the benefit of and are hereby granted a charge, hypothec and security in the Property to the extent of the aggregate amount of \$250,000 (the "Administration Charge"), having the priority established by paragraphs [65] and [66] of this order.

Paragraph 57 shall be amended to read:

ORDERS that, in addition to the powers provided for elsewhere in this Order, the Monitor shall be authorized but not required, for and on behalf of the Debtors and in consultation with the Applicants to:

(With subsections 57 (a) through (m) remaining unchanged, except as amended pursuant to this Order)

(b) Subparagraph 57 (k) shall be amended to read:

provide information to the Applicants regarding the business and affairs of the Debtors;

(c) subparagraph 57 (n) shall be added and read:

to file, for and on behalf any of the debtors, a proposal or an assignment in bankruptcy pursuant to the *Bankruptcy and Insolvency Act* and to take any action or execute any document that is necessary or desirable to give effect to foregoing.

(d) subparagraph 57 (o) shall be added and read:

With respect to the filing of a proposal pursuant to subparagraph 57 (n) of this Order:

- (i) to include in the notice of a meeting of creditors under subsection 51(1) BIA, a notice that, to the extent the proposal is accepted by the creditors, a hearing for court approval pursuant to section 58 BIA shall be held on a specific date;
- (ii) to not provide any further notice of the hearing for court approval other than that referred to in the preceding subparagraph; and
- (iii) to forward a copy of the report referred to in subsection 58 (d) BIA to the official receiver at least three (3) days before the date of the hearing for court approval.

subparagraph 57 (p) shall be added and read:

to sign any document evidencing any of the Debtors' undertakings or of the document related to the tendered price of any of the Debtors, as required to comply with s. 7 of the *Regulation respecting certain service contracts of public bodies*, s. 7 of the *Regulation respecting construction contracts of public bodies* or any similar compliance requirements specified in any tender documents.

(e) subparagraph 57 (q) shall be added and read:

to act as an authorized person of any of the Debtors for the purpose of complying with any of the requirements under s. 7 of the *Regulation respecting certain service contracts of public bodies*, s. 7 of the *Regulation respecting construction contracts of public bodies* and any similar compliance requirements specified in any tender documents.

(f) paragraph 58 shall be amended to read:

ORDERS that the Debtors and their Directors, officers, employees and agents, accountants, auditors and all other persons having notice of this Order shall forthwith provide the Monitor with unrestricted access to all of the Business and Property, including, without limitation, the premises, books, records, data, including data in electronic form, and all other documents of the Debtors.

LIMITATION OF LIABILITY

[110] **DECLARES** that, subject to other orders of this Court, nothing herein contained shall require the CRO or the Monitor to occupy or to take control, or to otherwise manage all or any part of the Purchased Assets. Neither the CRO nor the Monitor shall, as a result of this Order, be deemed to be in possession of any of the Purchased Assets within the meaning of environmental legislation, the whole pursuant to the terms of the CCAA.

[111] **DECLARES** without derogating from, and in addition to, any other protections afforded to the Monitor and the CRO, pursuant to orders of the Court, the CCAA, or otherwise, no action lies against the Monitor or the CRO by reason of this Order or the performance of any act authorized by this Order, except by leave of the Court. The entities related to the Monitor and the CRO or belonging to the same group as the Monitor or the CRO shall benefit from the protection arising under the present paragraph.

GENERAL

[112] **ORDERS** that the Purchase Agreements (Exhibit A-8) be kept confidential and under seal until further order of this Court.

- [113] **DECLARES** that this Order shall have full force and effect in all provinces and territories in Canada;
- [114] **DECLARES** that the Monitor shall be authorized to apply as it may consider necessary or desirable, with or without notice, to any other court or administrative body, whether in Canada, the United States of America or elsewhere, for orders which aid and complement the Order and, without limitation to the foregoing, an order under Chapter 15 of the U.S. Bankruptcy Code, for which the Monitor shall be the foreign representative of the Debtor. All courts and administrative bodies of all such jurisdictions are hereby respectfully requested to make such orders and to provide such assistance to the Monitor as may be deemed necessary or appropriate for that purpose;
- [115] **REQUESTS** the aid and recognition of any court or administrative body in any Province of Canada and any Canadian federal court or administrative body and any federal or state court or administrative body in the United States of America and any court or administrative body elsewhere, to act in aid of and to be complementary to this Court in carrying out the terms of the Order;
- [116] **ORDERS** the provisional execution of the present Order notwithstanding any appeal and without the requirement to provide any security or provision for costs whatsoever.
- [117] **THE WHOLE WITHOUT COSTS.**



CHANTAL CORRIVEAU, J.C.S.

Me Alain Tardif
Me Noah Zucker
Me Nicolas Cloutier
Me Gabriel Faure
McCarthy Tétrault
Avocats de Alaris Royalty Corp

Me Guy P. Martel
Me Danny Duy Vu
Me Nathalie Nouvet
Stikeman Elliot LLP
Avocats de Deloitte Restructuring Inc.

Me Michel Laroche
Miller Thomson LLP
Avocat de Integrated Private Debt Fund V LP

Me Luc Bélineau
Me Marc André Morin
Fasken Martineau Du Moulin
Avocats de Thornhill

Me Adam Spiro
Blakes

Me Daniel Cantin
Avocat de Revenu du Québec

Me Chantal Comtois
Me Maude Lemay Brisebois
Avocates de l'Agence du Revenu du Canada

Me Mathieu Perron
Avocat de la CNESSET

Dates d'audience : 8 et 9 novembre 2018

SCHEDULE A
LIST OF VENDORS

The SMI Group Inc.
The S.M. Group Inc.
Claulac Inc.
SMi Construction Inc.
Enerpro Inc.
S.M. International Group (Construction) Inc.
The S.M. Group International LP
Enerpro LP
The S.M. Group (Ontario) Inc.
Aménatech Inc.
Labo S.M. Inc.
S.M. Industrial Consultants Inc.
S.M. Consultants Inc.
The S.M. Group International Inc.
CSP Security Consulting Inc.
The S.M. Group International (S.A.) Inc.
Le Groupe S.M. International (Construction) Eurl
SM Saudi Arabia Co Ltd.
The S.M. Group International SARL
The S.M. Group International Algérie EURL
S.M. United Emirates General Contracting LLC
SMi-Enerpro Green Fund Gp Inc.
SMi-Enerpro Green Fund LP
9229-4263 Québec Inc.

SCHEDULE B
FORM PRELIMINARY CLOSING CERTIFICATE

SUPERIOR COURT
(Commercial Division)

CANADA
PROVINCE OF QUÉBEC
DISTRICT OF MONTREAL
No.: 500-11-055122-184

**IN THE MATTER OF THE COMPANIES' CREDITORS ARRANGEMENT ACT, RSC
1985, C C-36, AS AMENDED:**

LE GROUPE SMI INC./THE SMI GROUP INC. et al.

Debtors

-and-

LE GROUPE S.M. INTERNATIONAL S.E.C. et al.

Mises-en-cause

-and-

ALARIS ROYALTY CORP.

INTEGRATED PRIVATE DEBT FUND V LP.

Applicants

-and-

DELOITTE RESTRUCTURING INC.

Monitor

-and-

LGBM INC.

Chief Restructuring Officer

-and-

11017870 CANADA INC.

THORNHILL G.P.

11054953 CANADA INC.

Purchasers

MONITOR'S PRELIMINARY CLOSING CERTIFICATE

RECITALS:

WHEREAS on August 24, 2018 the Superior Court of Quebec (the "Court") issued an Initial order (the "Initial Order") pursuant to the *Companies' Creditors Arrangement Act* ("CCAA") in respect of Debtors and the Mises-en-cause (except 9229-4263 Québec Inc. which was added on September 21, 2018) (the "Debtors");

WHEREAS pursuant to the terms of the Initial Order, Deloitte Restructuring inc. (the "Monitor") was appointed Monitor of the Debtors;

WHEREAS on November 12, 2018, the Court issued an Order (the "Vesting Order") thereby, *inter alia*, authorizing and approving:

- (a) the execution of various agreements (collectively, the "**Purchase Agreements**") by and between the Debtors identified in **Schedule A** to the Vesting Order (collectively, the "**Vendors**"), as vendors, and 11017870 Canada Inc., Thornhill G.P. and 11054953 Canada Inc. (collectively, the "**Purchasers**"), as purchaser, and others, copies of which were filed *under seal* in the Court record; and
- (b) the transactions contemplated in the Purchase Agreements (the "**Transaction**") with such alterations, changes, amendments, deletions or additions thereto, as may be agreed to with the consent of the Monitor.

WHEREAS the Vesting Order contemplates the issuance of this Certificate of the Monitor once (a) the Purchase Agreements have been executed and delivered; (b) the Cash Purchase Price and the Assumed Debts (as such terms are defined in the Purchase Agreements) have been respectively paid and assumed by the Purchaser; and (c) all the conditions to the Preliminary Closing of the Transaction have been satisfied or waived by the parties thereto.

THE MONITOR CERTIFIES THAT IT HAS BEEN ADVISED BY THE VENDORS AND THE PURCHASERS AS TO THE FOLLOWING:

- (a) the Purchase Agreements have been executed and delivered;
- (b) the Cash Purchase Price and the Assumed Debts have been respectively paid and assumed by the Purchaser; and
- (c) all the conditions to the Preliminary Closing of the Transaction have been satisfied or waived by the parties thereto.

[Signature follows]

This Certificate was issued by the Monitor at _____ on _____

DELOITTE RESTRUCTURING INC. in its
capacity as Court appointed Monitor of the
Debtors, and not in its personal capacity.

Name:

Title:

SCHEDULE C
PERMITTED ENCUMBRANCES

Grantor	Beneficiary	Registration number
Le Groupe S.M. Inc. Gestion de construction LGGC Inc. Amenatech Inc. Labo S.M. Inc. Le Groupe S.M. International Inc. S.M. Netcom Inc. Les Consultants S.M. Inc. CSP Consultants en sécurité Inc. Énerpro Inc.	Intact Compagnie d'Assurance	04-0010921-0002
Aménatech inc.	Intact Compagnie d'Assurance	13-0996305-0001
CSP Consultants en sécurité inc.	Intact Compagnie d'Assurance	13-0996305-0011
Le Groupe S.M. inc.	Intact Compagnie d'Assurance	13-0996305-0025
Le Groupe S.M. International s.e.c.	Intact Compagnie d'Assurance	14-0088622-0001
Les Consultants S.M. inc.	Intact Compagnie d'Assurance	13-0996305-0013
Énerpro inc.	Intact Compagnie d'Assurance	13-0996305-0017
Le Groupe S.M. International inc.	Intact Compagnie d'Assurance	13-0996305-0023
Labo S.M. inc.	Intact Compagnie d'Assurance	13-0996305-0015
Groupe S.M. International (Construction) inc.	Intact Compagnie d'Assurance	11-0754811-0001
Le Groupe S.M. International (Construction) inc.	Intact Compagnie d'Assurance	13-0996305-0019
SMi Construction inc.	Intact Compagnie d'Assurance	13-0996305-0003

SCHEDULE D
FORM FINAL CLOSING CERTIFICATE

SUPERIOR COURT
(Commercial Division)

CANADA
PROVINCE OF QUÉBEC
DISTRICT OF MONTREAL
No.: 500-11-055122-184

**IN THE MATTER OF THE COMPANIES' CREDITORS ARRANGEMENT ACT, RSC
1985, C C-36, AS AMENDED:**

LE GROUPE SMI INC./THE SMI GROUP INC. et al.

Debtors

-and-

LE GROUPE S.M. INTERNATIONAL S.E.C. et al.

Mises-en-cause

-and-

ALARIS ROYALTY CORP.

INTEGRATED PRIVATE DEBT FUND V LP.

Applicants

-and-

DELOITTE RESTRUCTURING INC.

Monitor

-and-

LGBM INC.

Chief Restructuring Officer

-and-

11017870 CANADA INC.

THORNHILL G.P.

11054953 CANADA INC.

Purchasers

MONITOR'S FINAL CLOSING CERTIFICATE

RECITALS:

WHEREAS on August 24, 2018 the Superior Court of Quebec (the "Court") issued an Initial order (the "Initial Order") pursuant to the *Companies' Creditors Arrangement Act* ("CCAA") in respect of Debtors and the Mises-en-cause (except 9229-4263 Québec Inc. which was added on September 21, 2018) (the "Debtors");

WHEREAS pursuant to the terms of the Initial Order, Deloitte Restructuring inc. (the "Monitor") was appointed Monitor of the Debtors;

WHEREAS on November 12, 2018, the Court issued an Order (the "Vesting Order") thereby, *inter alia*, authorizing and approving:

- (a) the execution of various agreements (collectively, the "**Purchase Agreements**") by and between the Debtors identified in **Schedule A** to the Vesting Order (collectively, the "**Vendors**"), as vendors, and 11017870 Canada Inc., Thornhill G.P. and 11054953 Canada Inc. (collectively, the "**Purchasers**"), as purchaser, and others, copies of which were filed *under seal* in the Court record;
- (b) the transactions contemplated in the Purchase Agreements (the "**Transaction**") with such alterations, changes, amendments, deletions or additions thereto, as may be agreed to with the consent of the Monitor.

WHEREAS the Vesting Order contemplates the issuance of this Certificate of the Monitor once (a) the Final Closing Assumed Liabilities (as defined in the Purchase Agreements) have been assumed by the Purchaser; and (b) all the conditions to the Final Closing of the Transaction have been satisfied or waived by the parties thereto.

THE MONITOR CERTIFIES THAT IT HAS BEEN ADVISED BY THE VENDORS AND THE PURCHASERS AS TO THE FOLLOWING:

- (c) the Final Closing Assumed Liabilities have been assumed by the Purchaser; and
- (d) all the conditions to the Final Closing of the Transaction have been satisfied or waived by the parties thereto.

[Signature follows]

This Certificate was issued by the Monitor at _____ on _____

DELOITTE RESTRUCTURING INC. in its
capacity as Court appointed Monitor of the
Debtors, and not in its personal capacity.

Name:

Title:

SCHEDULE E
REGISTRATIONS TO BE REDUCED BY RDPRM

Grantor	Beneficiary	Registration number
Constituant: Claulac Inc.	Investissement Québec	11-0970385-0001
Acquéreur : Le Groupe S.M. International s.e.c.		
Le Groupe S.M. inc.	Financement d'Équipement GE Canada S.E.N.C.	08-0542801-0001
Le Groupe S.M. inc.	Financement d'équipement GE Canada S.E.N.C.	10-0866920-0001
Constituant: Le Groupe S.M. Inc.	Investissement Québec	11-0077413-0003
Acquéreur : Le Groupe S.M. International s.e.c.		
Constituant: Le Groupe S.M. Inc.	Investissement Québec	11-0817149-0006
Acquéreur : Le Groupe S.M. International s.e.c.		
Le Groupe S.M. inc.	Banque Nationale du Canada	12-0792582-0001
Constituant: Le Groupe S.M. Inc.	Investissement Québec	11-0077413-0003
Acquéreur : Le Groupe S.M. International s.e.c.		
Constituant: Le Groupe S.M. International (Construction) Inc.	Investissement Québec	11-0817149-0001
Acquéreur : Le Groupe S.M. International s.e.c.		
Constituant: Énerpro Inc.	Investissement Québec	11-0817149-0003
Acquéreur : Le Groupe S.M. International s.e.c.		
Constituant: Le Groupe S.M. Inc.	Investissement Québec	11-0817149-0006
Acquéreur : Le Groupe S.M. International s.e.c.		
Constituant: Claulac Inc.	Investissement Québec	11-0970385-0001
Acquéreur : Le Groupe S.M. International s.e.c.		
Le Groupe S.M. International s.e.c.	Investissement Québec	13-1035401-0001
Le Groupe S.M. International s.e.c. représentée par Le Groupe S.M. inc. en sa qualité de partner	Banque Royale du Canada	14-0993756-0001

Grantor	Beneficiary	Registration number
Le Groupe S.M. International s.e.c. représentée par Le Groupe S.M. inc., son commandité	Banque Royale du Canada	17-1326192-0001
Le Groupe S.M. International s.e.c. représentée par Le Groupe S.M. inc., son commandité	Banque Royale du Canada	17-1326192-0002
Constituant: Énerpro Inc.	Investissement Québec	11-0817149-0003
Acquéreur : Le Groupe S.M. International s.e.c.		
Le Groupe S.M. International Inc.	Investissement Québec	11-0077413-0001
Le Groupe S.M. International Inc.	Investissement Québec	11-0817149-0002
Le Groupe S.M. International (S.A.) Inc.	Investissement Québec	11-0077413-0002
Le Groupe S.M. International (S.A.) Inc.	Investissement Québec	11-0817149-0005
Constituant: Le Groupe S.M. International (Construction) Inc.	Investissement Québec	11-0817149-0001
Acquéreur : Le Groupe S.M. International s.e.c.		
Aménatech inc.	Integrated Private Debt Fund V LP	17-0282281-0001
Claulac inc.	Integrated Private Debt Fund V LP	17-0282266-0001
CSP Consultants en sécurité inc.	Integrated Private Debt Fund V LP	17-0282384-0001
Le Groupe S.M. inc.	Integrated Private Debt Fund V LP	17-0282247-0001
The S.M. Group International LP represented by The S.M. Group Inc.	Alaris Royalty Corp.	17-0677149-0001
The S.M. Group Inc. as general partner of The S.M. Group International LP		
The S.M. Group International LP	Integrated Private Debt Fund V LP	17-0282237-0001
The S.M. Group International LP represented by The S.M. Group Inc	Alaris Royalty Corp.	17-0677149-0001
Les Consultants industriels S.M. inc.	Integrated Private Debt Fund V LP	17-0282283-0001
Les Consultants S.M. inc.	Integrated Private Debt Fund V LP	17-0282401-0001
Énerpro inc.	Integrated Private Debt Fund V LP	17-0282291-0001
Énerpro s.e.c.	Integrated Private Debt Fund V LP	17-0282400-0001

Grantor	Beneficiary	Registration number
Faciliop Experts Corp.	Integrated Private Debt Fund V LP	17-0282386-0001
Le Groupe S.M. International inc.	Integrated Private Debt Fund V LP	17-0282290-0001
Le Groupe S.M. (Ontario) inc.	Integrated Private Debt Fund V LP	17-0282280-0001
Labo S.M. inc.	Integrated Private Debt Fund V LP	17-0282282-0001
Le Groupe S.M. International (Construction) inc.	Integrated Private Debt Fund V LP	17-0282264-0001
Les Services de personnel S.M. inc.	Integrated Private Debt Fund V LP	17-0282279-0001
SMi Construction inc.	Integrated Private Debt Fund V LP	17-0282265-0001